

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 13 NOVEMBRE 1979 - N° 992

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Sonacotra (Hayange) : Après un jugement favorable aux résidents, un juge dessaisi de l'affaire

Un juge de Hayange avait ordonné la réintégration des résidents expulsés du foyer Sonacotra par la police. Il était immédiatement dessaisi de l'affaire, et la Cour d'appel, sollicitée par la Sonacotra, confirmait l'autorisation d'expulsion, qui a été exécutée une seconde fois. Le juge a de nouveau pris une décision tendant à reporter l'échéance de l'évacuation.

LIRE EN PAGE 8

Bavures policières en série

Strasbourg, Orléans, Paris... Les «bavures» policières se suivent et se ressemblent : à Orléans, un jeune homme grièvement blessé de sang-froid, à Paris, un jeune Algérien assassiné. Le «tir instinctif» semble devenir la règle...

LIRE EN PAGE 4

Iran : une campagne de fausses informations

LIRE EN PAGE 6

Erythrée : Mengistu veut remettre en selle les anciens exploiters

LIRE EN PAGES 6 ET 7

FACE A L'INTRANSIGEANCE PATRONALE

Des grèves qui tiennent bon

- Alsthom : 7 semaines
- Ducellier (Vergongheon) : 8^e semaine
- Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix) : 4^e semaine



Les travailleurs d'Alsthom-Belfort réunis le jour du vote, jeudi dernier.

Après l'emprisonnement du maire de Naplouse par les autorités israéliennes

GREVES EN CISJORDANIE

Dimanche, le maire palestinien de Naplouse, Bassam Shakaa, était arrêté et menacé d'être expulsé vers le Jordanie. Le prétexte avancé par les autorités sionistes est qu'il aurait déclaré approuver une opération menée en mars 1978 par la Résistance en Palestine occupée.

Ce prétexte ne trompe personne, et les maires palestiniens de Cisjordanie estiment que cette mesure constitue une pression pour les intégrer dans le processus de négociations sur l'autonomie des territoires occupés. Par solidarité avec le maire de Naplouse, l'ensemble de son conseil municipal a démissionné ; les maires du district d'Hébron ont également présenté leur démission, qui deviendrait effective si le maire de Naplouse était expulsé.

A l'annonce de la nouvelle de l'arrestation une grève générale a paralysé la ville de Naplouse, cependant que des mouvements similaires étaient observés dans de nombreuses villes de Cisjordanie. A Ramallah, de jeunes manifestants se sont heurtés aux forces israéliennes. Dans plusieurs villes, des barricades s'élevaient, ainsi que sur les routes menant à Gaza.

Le gouvernement sioniste poursuit parallèlement sa politique d'expropriation des terres appartenant à des Arabes. L'armée a réquisitionné 7 000 ha de terres cultivées pour en faire des terrains de manœuvres, dans le Nord-Ouest de la Cisjordanie. Les paysans spoliés craignent que ces terres ne deviennent par la suite de nouvelles colonies de peuplement sionistes.

Après le vote massif de jeudi, à Alsthom-Belfort, la grève atteint 7 semaines. A Saint-Ouen, Marseille, Tamaris, Saint-Florent c'est à quelques jours près la même durée.

La grève à l'usine Ducellier de Vergongheon (Haute-Loire) entre dans sa 8^e semaine. La direction négocie, mais reste intransigeante sur les revendications, qui portent notamment sur les salaires.

La lutte entamée le 19 octobre à l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix (Isère) pour les 35 heures et une augmentation de 300 F continue. A la suite d'une décision du tribunal des référés, les grévistes laissent libre l'accès à l'usine. Seule une partie minoritaire du personnel a repris le travail.

Dans toutes ces grèves, le patronat se heurte à l'unité des travailleurs, à leur acharnement à vaincre.

LIRE EN PAGE 3

POLITIQUE

Lourds symboles ! Neuf ans après la mort du général, quelques jours après le décès de sa femme, la maison de de Gaulle s'ouvre au public, et devient un musée. Comme le gaullisme.

Les références au gaullisme ne manquent pourtant pas. Chirac et le RPR s'en réclament ouvertement. Giscard prétend agir dans le droit fil des grands principes gaullistes. Chevènement, du PS, clâme bien haut que s'il n'a jamais été gaulliste,

Début 1958, la situation du gouvernement français est particulièrement dégradée. Depuis plusieurs années, la France a de plus en plus de mal à maintenir ses positions coloniales. De plus les querelles des parlementaires, les incessants remaniements ministériels achèvent de discréditer les hommes au pouvoir. De Gaulle, chef du gouvernement à la libération, en marge de la valse gouvernementale depuis 1952, fort de son prestige dans l'armée et de ses appels au «rassemblement des Français», apparaît comme l'homme du moment. «Quand ?», titre *Le Monde* du 7 mars 1958, c'est-à-dire quand le général De Gaulle sera-t-il appelé ? Le premier juin, De Gaulle déclare à l'assemblée nationale : « Désigné par le chef de l'Etat, je me trouve amené à demander à l'assemblée nationale de m'investir pour un lourd devoir ». Il le sera, et au référendum du 28 septembre, 66,4 % des inscrits approuvent la nouvelle constitution.

La mise en place du néo-colonialisme

— Le prestige de De Gaulle tient pour une large part à sa politique «d'indépendance nationale». Cette politique est en fait loin d'être marquée par le souci de compter essentiellement sur les ressources du pays : il ne s'agit pas d'abandonner les buts de possession, au contraire. De Gaulle remplace les anciennes formes de colonisation par la «coopération», intervention économique, politique et culturelle à très vaste échelle qui préserve l'emprise de la France sur les colonies. Ce contrôle à moindres frais de son empire colonial présente en outre trois avantages pour la bourgeoisie française : apparaître comme une championne de la décolonisation, bien se placer dans la conquête des marchés des pays en voie de développement, et disposer d'une audience politique accrue auprès de ces pays.

— Le néocolonialisme constitue la clef de voûte de la politique internationale gaulliste ; le maintien de l'impérialisme français était à ce prix.

Pour réussir cette reconversion, il fallait pouvoir renoncer à une «Algérie française» et ne pas se contenter de l'ambition ménéziennienne axée sur la recherche d'une «prospérité interne». Cette opération n'a pas été le seul fait de la volonté gaullienne, de l'audience du Général auprès de l'armée française, elle s'est surtout déroulée sous la contrainte de la lutte du peuple algérien durant les quatre années de guerre qui suivront encore 1958 et de l'aspiration du peuple français à faire cesser cette «pacification» meurtrière.

«Grandeur» et «indépendance» de la France

Dans ses «mémoires de guerre», De Gaulle proclame : «La France ne peut être la France sans la grandeur». C'est cette exigence qui le guidera dans toute la conduite de la politique extérieure. Il s'emploiera ainsi à la fois à assurer la domination des néo-colonies (comme nous



Le gaullisme au musée

Lourds symboles ! Neuf ans après la mort du général, quelques jours après le décès de sa femme, la maison de de Gaulle s'ouvre au public, et devient un musée. Comme le gaullisme.

Par Didier DELORME

l'avons exposé) et à faire entendre la «voix de la France» auprès des «grands», en tirant partie de nouveaux appuis politiques. C'est ainsi que, dès septembre 1958, il propose à l'Angleterre et aux USA de former un directoire occidental à trois, chargé de la politique et de la stratégie à l'échelle mondiale. Par ses grands discours à l'étranger, notamment ses camouflets à l'impérialisme US, De Gaulle a cherché à affirmer le rôle international de la France, comme à se créer des sympathies dans le Tiers-Monde.

Mais cette volonté gaullienne de faire jouer à la France un rôle de premier plan sur la scène internationale n'a pu trouver un début d'application qu'en raison de conditions particulièrement favorables. En premier lieu, la bourgeoisie sous la 4^e République n'était pas aussi déliquescence qu'on a bien voulu le dire : en dépit d'une inflation continue, l'économie se portait bien. La France était par exemple en tête de l'Europe pour la production d'électricité, elle exploitait le pétrole de l'Afrique du Nord et disposait des réserves du minerai saharien. Le mythe de la

société de consommation s'est développé avant la période gaulliste. Les atouts étaient là, mais le personnel politique ne savait ni ne pouvait s'en servir.

Deux priorités devaient être respectées par la bourgeoisie, pour surmonter les difficultés du gouvernement : créer un état fort et «régler» la question algérienne. De Gaulle allait s'y attacher, et peut-être était-il le seul à pouvoir y parvenir.

Pour affirmer le rôle de la France, et notamment pour s'opposer à la domination des «grands», De Gaulle allait largement bénéficier de la situation internationale, à un moment où l'URSS n'était pas encore une superpuissance, et où se développaient les luttes de libération nationale.

Du plébiscite au désaveu

La période gaulliste est aussi marquée par une double évolution du régime : d'une part une baisse continue de la cote du général, d'autre part la conquête

il n'a jamais été non plus anti-gaulliste. Il n'est pas jusqu'au PCF qui n'évoque avec une certaine complaisance «l'idée de la France que se faisait de Gaulle». Et tout cela sans parler des multiples groupuscules de nostalgiques qui font parler d'eux de temps à autre.

Pourtant, le gaullisme est mort, et bien mort. Pour la bonne et simple raison qu'il s'identifie à une période bien précise de l'impérialisme français, une période aujourd'hui révolue.

donc une politique d'ouverture et fait passer le nombre officiel de ses adhérents de 75 000 (début 1962) à 150 000 (fin 1963). Le renouvellement de ses cadres s'accroît en 1967 et après 1968, les jeunes énarques concurrencent les anciens de la Résistance. De Gaulle, hostile aux partis, aura fait naître ainsi le grand parti de la droite qui, en juillet 1968, disposera à lui seul de la majorité au parlement.

Mais, 1968 a sonné le glas du gaullisme : ses idées-force ne s'appliquent plus à la situation. Le consensus est brisé, la majorité des travailleurs rejette la participation et entre en lutte ouverte contre ce régime réactionnaire qui ne fait plus illusion.

Un régime profondément réactionnaire

Le gaullisme, dès son avènement, sera un régime de répression des masses. La déflation opérée par Pinay en 1958 pour rendre plus concurrentiel l'impérialisme français, coûte cher aux travailleurs. En 5 ans de gaullisme les prix grimperont de plus de 50 %, alors que les salaires sont quasiment bloqués : «pause des salaires» en 1958, 2 à 3 % de hausse en 1959, 4 % par an de 1960 à 1963. Pompidou devait déclarer en 1962 : «je ne crois pas que l'objet principal de ce régime et de l'action du général De Gaulle soit d'apporter la prospérité aux Français». La politique des grands projets, la volonté d'accroître le rôle de l'impérialisme français, tout cela les travailleurs le paieront. En 1963 le chiffre de 300 000 chômeurs entame sérieusement le crédit de De Gaulle auprès de la population.

Le général aristocrate qui entend «incarner la nation», professe un profond mépris des masses mêlé à un anticommunisme farouche. Pour lui, «les Français sont des veaux» et les communistes «travaillent pour soulever de frustes passions et saper l'autorité de la France». Le gaullisme, c'est la réquisition des travailleurs en grève (comme les cheminots en 1959), c'est le recours à l'arbitraire avec l'utilisation abusive de l'article 16 (qui donne tous les pouvoirs au président) en 1962, c'est le baillonnement de l'information (de 1958 à 1968, aucun dirigeant de l'opposition n'apparaît à la télévision), c'est la censure et l'emprisonnement des opposants à la guerre d'Algérie.

Un régime d'une autre époque

Le gaullisme, c'est une période révolue, aujourd'hui, il ne reste que des héritiers en désaccord sur la succession : Chirac et ses barons, les gaullistes giscardiens, ceux passés à l'opposition... Cette période de domination féroce de la bourgeoisie a été brisée par l'explosion des luttes de mai 1968. Mais son déclin était préparé par l'essouffement de l'impérialisme français. Les grandes idées gaullistes ne s'appliquent qu'à une situation politique et économique donnée, ceux qui les agitent encore sont condamnés à une opposition velléitaire au giscardisme.

SE DONNER LES MOYENS DE PARLER PLUS FORT ET D'AGIR PLUS EFFICACEMENT

Reportage de François MARCHADIER

Il n'est pas banal que les grévistes d'une entreprise d'une telle taille reconduisent leur mouvement à la majorité absolue, après six semaines de grève.

C'est pourtant ce qu'on a vu à Belfort jeudi dernier. Très probablement, il faut y voir un signe supplémentaire que quelque chose se passe ici après les luttes dans la sidérurgie du premier semestre.

Toutefois, ces 3 111 voix pour la poursuite du mouvement ne signifient pas que la lutte ne rencontre aucune difficulté. Par exemple, la manifestation de samedi a confirmé, à sa manière, que l'intersyndicale (ou une partie de l'intersyndicale) n'avait pas pour premier souci de proposer des actions à la hauteur de la combativité ambiante. Les grévistes n'ont pas fini de lui demander pourquoi elle a transformé cette manifestation qui devait être combative en un défilé sans relief particulier...

Pour répondre à l'aspiration de la plupart des manifestants, il faut que les grévistes des piquets parlent plus haut, se fassent entendre. Ils s'orga-

La manifestation de samedi à Belfort

«On nous avait dit que ça monterait d'un cran»

« Si la direction voulait que l'on parle d'Alstom pour le centenaire, de par son intransigeance, elle a réussi » déclare dans son intervention un porte-parole de la CFDT samedi matin sur le perron de la maison du peuple.

Quelques milliers de manifestants - moins que pour les deux manifestations précédentes - sont

rassemblés. Petit à petit, on défile les magnifiques calicots multicolores et pleins d'humour qu'ont confectionnés les grévistes. Les orateurs se succèdent une heure durant pour rappeler ce que tout le monde connaît sur le bout des doigts. Le temps paraît si long que des manifestants quittent la place : « on n'est pas venu pour écouter des discours ».

D'autant plus qu'au lieu de « faire monter la pression » on constate que l'intersyndicale juge plus utile de se rendre à Paris ce lundi pour discuter avec Schulz, le PDG d'Alstom-Atlantique, pour tout aussi entêté que Dufour, son relais local, et alors que celui-ci affirmait encore lundi matin qu'il n'y avait plus rien à proposer.

Ce n'est vraiment pas le moment de perdre du temps puisque la commission de conciliation mise

en place par la cour d'appel de Besançon a constaté samedi son échec ce qui, juridiquement, donne au préfet le feu vert pour faire intervenir les flics. Surtout que l'intersyndicale a refusé la nomination d'un médiateur en affirmant que celui-ci aurait pour fonction de faire traîner les choses et de conduire la grève au pourrissement...

La CGT propose mercredi une grève et une manifestation régionale. Nombreux sont ceux qui s'interrogent, surtout après la manifestation de samedi : n'y a-t-il pas mieux à faire aujourd'hui que de répéter continuellement ce type de manifestations qui, à la longue, risquent de lasser ?

La peur d'une riposte des grévistes et de la population semble désormais la seule chose qui fait hésiter la bourgeoisie à lâcher ses CRS.

Nul doute que la nécessité de l'heure est de profiter des hésitations du pouvoir pour que les grévistes les plus exigeants se structurent afin de concrétiser leur immense volonté de vaincre en frappant plus fort.



REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL

Dans le hall 3111 (ex-hall 2000 mais ainsi rebaptisé à cause des 3 111 voix pour la poursuite du mouvement exprimées la veille), les élus municipaux et quelques conseillers généraux se sont réunis vendredi. Il a été annoncé que les 3,5 millions de centimes prévus pour les illuminations de la ville à Noël seraient versés à la caisse de grève. 1 500 places de cirque ont par ailleurs été offertes par la mairie aux enfants de grévistes.

DANS L'ESPRIT DU 40^e CONGRES

« 99 % des patrons sont syndiqués, mais la proportion d'ouvriers dans la même situation est bien plus faible. Le syndicat le plus représentatif dans cette usine, c'est celui des non syndiqués. Dans l'esprit de notre 40^e Congrès, je leur dis : syndiquez-vous. Où vous voulez, mais syndiquez-vous ! »

Ainsi s'exprimait au micro un responsable de la CGT... C'est suffisamment rare pour être noté.

Ceux qui se sont déplacés ce samedi ne sont pas venus pour jouer une mauvaise répétition des deux manifestations précédentes dont chacun au demeurant garde ici un excellent souvenir.

« ON N'EST PAS VENU POUR SE PROMENER »

Depuis vendredi, de bouche à oreille courait une rumeur « samedi on ne convoque pas une promenade ».

On parlait même d'investir des bâtiments publics et de les débarrasser de leurs dossiers...

Ce coup de poing s'est miraculeusement transformé en une tapette amicale : « l'intersyndicale vous propose de tourner autour de la préfecture pendant que se réunit, pour la première fois depuis le vote de jeudi, la commission de conciliation ».

Mais, la promenade a foiré, un manifestant ayant aperçu un garde mobile au bout d'une ruelle, conduisant à une entrée latérale de l'édifice public. Im-

rassemblés. Petit à petit, on défile les magnifiques calicots multicolores et pleins d'humour qu'ont confectionnés les grévistes.

Les orateurs se succèdent une heure durant pour rappeler ce que tout le monde connaît sur le bout des doigts. Le temps paraît si long que des manifestants quittent la place : « on n'est pas venu pour écouter des discours ».

médiatement, deux à trois cent personnes renversent les barrières métalliques barrant les petites rues conduisant aux flics qui sont rapidement encerclés de tout côté. L'ensemble de la manifestation marque le pas. Par curiosité mais aussi par volonté de ne pas rester indifférent à cette provocation que constitue la présence policière.

C'est alors que Joël Niess, responsable de l'Union Fédérale des Ingénieurs Cadres et Techniciens de la CGT et secrétaire de la section PCF de l'usine - l'une des « 43 » directement rattachée au comité central du PCF - intervient : « ne restez pas là, rejoignez la manifestation ».

Plus d'un l'envoie sur les roses... Il reprend « la plupart des gens présents sont extérieurs à l'Alstom ».

Des « Ouh ! Ouh ! » jaillissent pour contester cette vérité partielle.

Des vieux prolétaires et de plus jeunes lui lancent

des « eh Joël, tu te fous de nous ? ».

« Joël » va essayer autre chose : « camarades un jour, il faudra les affronter, mais pas aujourd'hui ».

Chevénement député du coin arrive sur ces entre faits, enrubanné comme un œuf de Pâques. Il fait remarquer en aparté que « les manifestants ne font rien de mal à regarder les policiers ». Il repart comme il est venu. La petite guerre PCF-PS à Belfort vient de connaître une nouvelle très petite péripétie.

Certains manifestants se résignent à rejoindre le gros du cortège qui n'en finit plus d'être tenté d'approcher des flics.

BLANC, ROUGE ET BLEU

Ceux qui continuent à faire face aux flics affirment avec bon sens que : « S'il y a une provocation, elle est constituée par la présence policière ».

« Quant aux éléments extérieurs, il faut savoir ce que l'on veut, lance un Alsthomien à la canonna-

de ; « quand ils débrayent pour nous soutenir, comme les lycéens, on les applaudit mais dès qu'ils veulent chasser les flics on les insulte ! ».

« Dans un souci d'apaisement » le capitaine des gardes mobiles s'engage à retirer ses troupes si les manifestants quittent les lieux également.

Les uns rouges de colère, les autres blancs de peurs, les flics remontent dans leurs grands cars bleus...

Joël Niess a joué serré pendant une bonne demie-heure.

L'alerte a été chaude, il n'est plus question de tourner autour de la préfecture...

Retour au point de départ.

La déception se lit sur les visages.

LA DECEPTION

Un militant actif de la CFDT ne cache pas sa révolte : « à plusieurs, affirme-t-il, nous avons fait un sondage auprès d'une centaine de manifestants ; nous en avons trouvé deux qui n'étaient pas déçus ».

Chemin faisant nous rencontrons trois adhérents de la CGT. Age moyen : 45 ans. « Pourquoi nous ont-ils promené ainsi, on nous avait pourtant dit qu'aujourd'hui ça allait monter d'un cran ».

« N'oubliez pas de dire à votre état-major ce que vous pensez » leur lance le syndicaliste de la CFDT en les saluant de la main.

Une réelle solidarité

Les grévistes de l'Alstom constatent tous les jours à quel point la population du Territoire de Belfort soutient leur lutte.

Cette semaine sera encore riche en manifestations de solidarité de toutes sortes.

Sur leurs revendications et par solidarité, la mairie de Belfort et le district seront en grève mardi pour 24 h. Le lendemain, ce sont les postiers qui arrêteront le travail à l'appel de la CGT et de la CFDT. Dans un tract, ils annoncent : « les postiers solidaires de la lutte de leurs camarades d'Alstom-Atlantique leur adressent un témoignage d'admiration devant leur ténacité et les assurent de leur soutien par le déclenchement d'une grève générale de 24 h., sur l'ensemble du département mercredi 14 ».

Arrêts de travail et coupures de courant seront également au menu de l'EdF au milieu de la semaine.

De son côté, la CGT propose à la Caisse d'Assurances Maladies et à la Caisse d'Allocations Familiales que le produit d'une journée de salaire soit versé à la caisse de grève.

Une nouvelle collecte va être organisée à Peugeot-Sochaux. La première avait rassemblé près de 3 millions de centimes. La CGT pour sa part appelle à une levée en masse de toute la population ce mercredi. Elle propose une grève générale et une manifestation de tous les départements francs-comtois.

Le Bureau Exécutif du RS a demandé à toutes les collectivités locales dans lesquelles il a des élus de verser de l'argent. Il demande à ses militants Belfortains de verser un sixième de leur salaire.

Signalons aussi ce magnifique témoignage de solidarité des travailleurs de l'EdF de la région de Nancy qui ont refusé de couper l'électricité de l'usine occupée comme la direction le leur demandait.

POLITIQUE

● 11 novembre : les voix des veuves de guerre

Les traditionnelles cérémonies du 11 novembre n'auront pas été marquées, cette fois, par un défilé militaire. La journée était placée sous le signe du souvenir des «morts de toutes les guerres» ; quelques croix de la Légion d'honneur ont été distribuées par Giscard à des veuves de guerre. L'occasion aura donc été donnée de mettre sur le même plan les protagonistes de la boucherie inter-impérialiste de 1914 - 1918, les combattants de la Résistance ou les bourreaux du peuple algérien.

On aura remarqué la soudaine attention de Giscard pour les veuves de guerre. Peu de temps après avoir fait un discours devant un congrès de veuves civiles, le Président a annoncé quelques mesures en faveur des veuves de guerre, notamment une revalorisation des pensions de l'ordre de 1 300 F par an. On renoue là, avec un peu d'avance, avec la tradition qui consiste à saupoudrer, peu avant chaque élection, quelques miettes à des catégories socialement mal définies : les «veuves», les «familles» et autres «catégories défavorisées».

● Defferre contre les travailleurs du métro

Les travailleurs du métro de Marseille avaient décidé de débrayer deux heures vendredi pour revendiquer le maintien d'une prime. La direction décidait de leur enlever une journée complète de salaire : les travailleurs décidaient alors de faire grève toute la journée. M. Defferre, dans son journal *Le Provençal*, estimait illégal le mouvement et menaçait : « Les syndicats et les agents du métro, qui ont souvent fait preuve d'esprit de raison, doivent se rendre compte que ni la direction du métro, ni la municipalité ne peuvent céder dans ce conflit »...

UN CANDIDAT DU PFN EN 1981

Le Congrès du parti dit des forces nouvelles, réuni samedi et dimanche à Paris, a décidé de présenter un de ses dirigeants, Pas-

cal Gauchon, comme candidat aux élections présidentielles de 1981. Le but de cette candidature est ainsi défini : « faire obstacle aux projets sociaux-démocrates de Giscard ».

● Strasbourg : arrestation arbitraire

Un étudiant de Strasbourg a été arrêté dans des circonstances plus que contestables le 3 novembre. Apercevant des policiers qui procédaient à une vérification d'identité sur des distributeurs de tracts antiracistes, il leur demande le motif de l'interpellation. Les flics lui disent de s'éloigner, ce qu'il fait. Un peu plus loin, il se fait arrêter par des flics sortis d'une voiture appelée en renfort. Brutalisé, il est inculpé de violences à agents et de rébellion, et sera même maintenu en prison quelques jours. De nombreuses protestations se sont élevées à Strasbourg.

La police strasbourgeoise s'était fait remarquer récemment par des tabassages contre des Nord-Africains soupçonnés de trafic de drogue.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Larmet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale 8P225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CC du PCF

LES DIFFICULTÉS DU PCF A REMETTRE LA JC SUR SES RAILS

L'implantation du PCF dans la jeunesse et ses problèmes ont constitué le point principal de discussion du dernier comité central du PCF. Après de longs développements sur les difficultés éprouvées par le PCF pour maintenir son influence chez les jeunes (notre dernière édition), le rapporteur Fiterman expose une série de propositions que son parti entend défendre chez les jeunes. Une série de revendications, mais aussi d'inquiétantes mesures pour lutter contre la petite délinquance, par le renforcement de la police.

Pour parvenir à établir la direction du PCF sur les luttes des jeunes, Fiterman en appelle à ne pas reculer devant des «initiatives particulières», pour répondre à des situations inédites, «car les revendications et même les formes de lutte sont spécifiques. Exemple : le mouvement des motards».

Malgré cette affirmation, la plupart des revendications avancées restent dans un cadre très classique : égalité dans le travail, organisation des chômeurs, droit à la formation professionnelle, égalité des chances dans le système scolaire. Mais aussi, sous le chapitre «vivre dans la cité», des mesures «de nature à favoriser la lutte contre l'insécurité, le vandalisme, la petite délinquance». Comment faire ? «L'intervention efficace de la police doit être obtenue, d'abord en vue de la prévention, et si nécessaire, d'une répression à laquelle, il lui appartient de procéder. Nous avons des propositions précises en ce sens». Le rapporteur n'indique pas quelles sont ces «propositions précises», mais on sait l'activité déployée par son parti pour l'implantation de commissariats dans les grands ensembles et l'extension de la pratique de l'ilotage.

Positions d'autant plus préoccupantes qu'on peut lire aussi : «Les conditions de vie, l'insertion des jeunes immigrés méritent

dans ce cadre une attention particulière». La police n'a pas attendu les recommandations de M. Fiterman pour accorder une «attention particulière» aux jeunes immigrés.

La répression n'est toutefois pas la seule méthode suggérée pour freiner la délinquance, puisqu'on préconise aussi... le développement du sport. Comme remède à la délinquance, c'est un peu simpliste. Et cela à quelques relents qui ne déplairaient pas à M. Boyer.

LE SOCIALISME «REEL»

Mais l'une des causes de la désaffection de la jeunesse pour le PCF, c'est aussi, nous dit Fiterman, que la bourgeoisie «s'est lancée dans une énorme campagne de dés considération du socialisme existant (c'est-à-dire pour lui, des pays de l'Est, NDLR), et par-delà, du socialisme comme idéal». Sur cette question, particulièrement épineuse pour le PCF, Fiterman annonce une «riposte vigoureuse, intelligente, offensive».

Cette riposte nécessitera une attitude prenant «un peu de hauteur pour voir comment, à l'échelle d'une vie, d'une génération, le monde a changé dans le bon sens». Il est sans doute préférable pour la direction du PCF que l'on regarde les choses de haut, ou de loin, pour tirer un

bilan globalement positif de ce «socialisme»-là.

DES MESURES ORGANISATIONNELLES

Au fil du texte, apparaissent les difficultés que le mouvement de la JC a pu rencontrer dans sa structuration. Fiterman insiste longuement sur la nécessité d'une organisation spécifique de la jeunesse, ce qui laisse supposer que cela ne tombait pas sous le sens pour l'ensemble des membres du CC. Un effort particulier sera fait en direction des jeunes des LEP (ex-CET) «compte-tenu des faiblesses du mouvement dans ce secteur».

Enfin, le poids de l'ap-

pareil du PCF sur la JC va se renforcer : son système de cadres va être étoffé par des militants du PCF. «Cette question, est-il précisé, se pose avec d'autant plus d'acuité qu'elle a fait l'objet dans la dernière période d'une attention insuffisante». Et les élus du PCF sont appelés à mieux collaborer localement avec la JC.

L'activité de la JC dans la période va surtout s'orienter vers la préparation de son congrès qui se tiendra du 31 janvier au 3 février prochain. Des «rassemblements régionaux de la jeunesse» seront organisés «pour le courant de l'année 1980».

F.N.

● La veuve de Boulin : la presse n'est pas responsable

La veuve du ministre du Travail a déclaré dans une interview à France-Soir : « Il y a peut-être un ou des responsables de sa mort (...) Mais cela n'a rien à voir avec la liberté de la presse qui doit absolument exister ». La mise en cause de la presse a d'autre part provoqué des remous dans les rédactions de plusieurs journaux. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* avaient publié, le 31 octobre, un éditorial mettant en cause dans la mort de Boulin «une certaine presse» et ses «campagnes de dénigrement systématiques». Cet article était signé «Les Dernières Nouvelles d'Alsace». Les journalistes SNJ et CFDT du journal ont protesté «contre le fait que cet éditorial a été signé les DNA». «Le texte diffusé, précisent-ils, ne saurait engager la responsabilité globale de la rédaction».

A la suite d'articles du même genre publiés dans le journal patronal *Les Echos*, les syndicats CGT, CFDT et SNJ des journalistes déclarent que ces articles «ne reflètent nullement l'opinion d'une rédaction choquée par ces excès de plume et ces attaques contre la liberté d'expression de la presse».

Par ailleurs, l'enquête préliminaire concernant la violation du secret de l'instruction se poursuit. Tournet a été entendu pendant sept heures par le procureur de la République de Paris. Il a, d'autre part, déposé un recours en Conseil d'Etat contre la décision le privant de sa légion d'honneur après son inculpation : selon Tournet, cette mesure, prise à la demande du garde des Sceaux, est illégale et de nature à influencer en sa défaveur le juge d'instruction.

«BAVURES» ? DES ASSASSINATS

Orléans : Un automobiliste prend de l'essence à une station service. Il règle avec un chèque. Le pompiste examine le chèque, et relève le numéro d'immatriculation. Suspectant quelque chose, il appelle la police. Celle-ci découvre par son ordinateur que la voiture est un véhicule volé. La chasse s'engage. Le lendemain, les flics retrouvent le véhicule. Un piège est tendu : une voiture barre la route de l'automobiliste suspect, des flics en civil interviennent, l'un deux tire à travers le pare-brise : le passager est grièvement blessé.

Mais l'enquête révèle que le véhicule n'était pas volé, l'ordinateur s'est trompé. L'automobiliste lui, est entre la vie et la mort.

A lire un pareil scénario, la peur vous prend aux tripes. Apprendre qu'un homme s'est fait tirer comme un lapin, de sang-froid, par un policier, comme à la vogue, parce que le soupçon d'avoir volé une voiture pesait sur lui, n'appelle qu'une réaction : la colère et la révolte. Colère parce que le commissaire du coin a parlé d'élucider les circonstances exactes, de faire toute la lumière sur cet «incident», etc... On sait ce que cela signifie : l'affaire sera classée ! Et rien ne prouve que le flic ne recommencera pas, lui ou bien ses collègues... Révolte, quand on se rappelle que les commissaires de police réunis en congrès à Biarritz, il y a quelques semaines, récla-

maient «une marge d'erreurs», l'impunité pour les bavures, en somme...

AUTRE SCENARIO

Abdel Kader Kerkebane, un jeune algérien de 23 ans a été abattu dans la nuit de mercredi à jeudi, place de la République à Paris par un brigadier des Brigades de Direction en tenue. Le jeune homme, que la police affirme être un cambrioleur avait, toujours selon la police, tenté de s'enfuir après un vol dans un magasin. Ceinturé par un policier, les deux hommes seraient tombés à terre, le flic glissant sur des «feuilles mortes», très «accidentellement» un coup de revolver serait parti, blessant mortelle-

ment au dos le jeune homme.

Cette brigade de flics, patrouillant de nuit, et à vocation uniquement répressive, avait déjà attiré l'attention sur elle, à tel point que le Syndicat Général de Police avait demandé sa dissolution. Bavure, conclura la police. Le brigadier flingueur sera muté, probablement dans une ZUP, où il pourra continuer de faire des cartons... Bavure ? Un assassinat plutôt.

Et après cela qu'on ne vienne pas nous parler d'insécurité ou de protection des biens et des personnes. Ni de légitime défense. Quant les «bavures» se multiplient, cela devient des meurtres légaux...

M.B.

L'éditorial du *Rodong Sinmoun*, organe du Parti du travail de Corée constitue la première réaction de la République populaire démocratique de Corée à l'assassinat du dictateur Pak et à la situation actuelle en Corée du Sud. En même temps, le Parti du travail de Corée lance un appel historique au peuple de Corée du Sud, aux partis et à tous les patriotes pour avancer dans la voie de la réunification pacifique de la patrie coréenne en contrant les plans de l'impérialisme US qui veut perpétuer la division.

Ces derniers temps, en Corée du Sud, l'affrontement de la démocratie et du fascisme, de l'union et de la division s'est exacerbé plus que jamais, et la débâcle économique et la misère populaire ont atteint un point culminant.

A Bousan, Masan et dans plusieurs autres endroits de la Corée du Sud, la jeunesse estudiantine et les populations se sont massivement engagées dans des manifestations et révoltes anti-«gouvernementales» contre la domination fasciste de «rénovation», pour la démocratie et leur droit à l'existence.

Le cours des événements en Corée du Sud a donné un coup sérieux à la domination fasciste, l'a ébranlée de fond en comble et a engendré une crise politique aigue.

C'est dans cette crise et ce désordre que le dictateur Pak Jeung Hi de Corée du Sud a été tué par des coups de feu. A l'heure qu'il est, la Corée du Sud se trouve à un tour-

nant important ; faut-il suivre comme auparavant la voie du fascisme et de la partition, ou bien une voie nouvelle, celle de la démocratie et de la réunification pacifique ?

A cette heure des lourdes responsabilités, l'histoire de notre nation exige que tous ceux qui aiment le pays et se soucient de l'avenir de la nation en Corée du Sud se séparent résolument une fois pour toutes d'avec le vieux système d'hier et optent pour la voie de la justice et du patriotisme.

Tous les secteurs de la population sud-coréenne, ouvriers, paysans, jeunes étudiants et intellectuels, ne veulent plus de vie sous la dictature de «rénovation» de nature fasciste et scissionniste et réclament énergiquement une politique nouvelle, un régime nouveau, garantissant la démocratie et la réunification pacifique du pays.

A l'heure actuelle, les gouvernants actuels des Etats-Unis, tirant profit de la situation complexe créée

Un éditorial du journal *Rodong Sinmoun*, organe du Parti du travail de Corée

« TROUVONS DANS LA COLLABORATION, L'UNION ET LA RÉUNIFICATION UNE ISSUE POUR LA NATION »

en Corée du Sud, remuent la partition de la Corée et maintiennent toujours la Corée du Sud sous leur domination.

Ils disent aux autres de ne pas exploiter la situation chaotique créée en Corée du Sud, mais ils cherchent eux-mêmes à utiliser les événements sud-coréens en faveur de leur politique de perpétuation de la division de la Corée.

En révélant leur intention de se mêler du choix du nouveau «Président» sud-coréen, ils poursuivent leurs activités secrètes pour mettre sur pied un nouveau régime qui exécutera leur politique de «deux Corées».

En même temps, après avoir donné l'ordre d'alerte à leurs troupes stationnées en Corée du Sud, ils rassemblent un grand nombre d'avions militaires et des flottes mobiles en Corée du Sud et dans les eaux côtières de celle-ci et palabrent constamment sur la «sécurité» et la «tenue des engagements».

Ces agissements des

forces extérieures constituent une ingérence déclarée contre notre pays et aggravent la complexité de la situation dans l'ensemble de la péninsule coréenne.

«UNISSONS-NOUS POUR REUNIFIER LE PAYS»

Tout coréen doit arborer le drapeau - collaborons et unissons-nous pour réunifier le pays.

Nous devons collaborer et nous unir coûte que coûte pour empêcher les forces étrangères de pêcher en eau trouble. Sauvegarder la dignité et l'honneur de notre nation ayant une longue histoire et accélérer la réunification de la patrie.

La grande union nationale est une garantie fondamentale de la réunification de la patrie. (...)

Les différences d'idéologie, d'idéal et de régime entre le nord et le sud, même si elles existent, ne peuvent pas entraver l'unité de la nation.

Nous devons nécessairement penser à l'œuvre de la réunification de la nation

avant de discuter idéologies et idéaux. Nous devons nous préoccuper du destin de la patrie avant de discuter les différences de régime.

(...) Puisque nous tenons à la réunification, vœu de la nation, et souhaitons ardemment l'unité, nous ne cherchons pas à demander compte du passé de personne et nous sommes prêts à coopérer, même avec les anciens collègues du dictateur sud-coréen, dès qu'ils quitteront la ligne qu'ils ont suivie.

(...) L'affrontement des énormes forces armées du Nord et du Sud, le long de la ligne de démarcation militaire est le facteur principal qui empêche le contact entre le Nord et le Sud et aggrave la tension en Corée. Ecarter le danger de guerre s'avère urgent.

(...) Ce sont les forces étrangères qui incitent notre nation à la confrontation et à la guerre.

Si une guerre éclate dans notre pays à l'instigation de certaines forces extérieures, ce sera à leur

instigation, et nous autres coréens subissons des pertes, et non pas les forces extérieures.

Notre nation ne peut trouver l'issue que dans l'atténuation de l'état d'affrontement militaire du Nord et du Sud et dans l'élimination de la tension.

(...) Maintenant, ce n'est pas le moment d'aggraver l'affrontement, au contraire, il est grand temps de trouver une issue pour la nation en éliminant l'affrontement du Nord et du Sud et en réalisant leur conciliation.

(...) Les gouvernants actuels des Etats-Unis doivent évacuer leurs troupes de Corée du Sud, s'abstenir de perpétrer des actes nuisibles à la coopération, à l'unité et à la réunification du Nord et du Sud et favoriser la réalisation de la réunification indépendante et pacifique de notre pays.

Si une force extérieure quelconque veut gagner quelque chose aux dépens des intérêts de notre nation, cela ne lui profite pas à elle non plus.

Dans notre précédente édition, nous avons commencé à publier un témoignage d'un membre de «Médecins sans frontières», qui revient d'une mission de travail dans les camps de réfugiés cambodgiens. Il parlait de l'origine des réfugiés, des tentatives vaines de son organisation pour agir au Cambodge même, rejetées par les autorités pro-vietnamiennes de Phnom-Penh.

► Pourquoi ne veulent-ils pas accepter des équipes médicales ?

On n'a pas pu en discuter : il est possible que certains Cambodgiens souhaitent qu'on vienne, il est possible que d'autres ne le veulent pas. Il est très vraisemblable que les Vietnamiens ne le veulent pas. Maintenant, pourquoi ? Là, ça devient un problème d'interprétation politique que nous n'avons pas les moyens de faire parce qu'il n'y a rien d'évident. Il peut y avoir des tas de raisons pour lesquelles ils refusent qu'on y aille. Il pourrait y avoir aussi des tas de raisons pour lesquelles ils accepteraient qu'on y aille, parce que ce serait le signe d'une certaine reconnaissance dont ils ont besoin. Je ne sais pas, hormis le fait qu'on suppose que du point de vue politique, les Vietnamiens n'ont pas confiance en nous. C'est-à-dire qu'ils ne font confiance qu'aux gens qui ont une marque politique proche de la leur.

► Est-ce que vous pensez que lorsque des vivres arrivent à Phnom-Penh, il y a un contrôle sur la distribution, où est-ce qu'il n'y en a pas, en fait ?

Il y a environ 3 millions d'habitants, avec une infrastructure extrêmement

réduite. Et il y a actuellement 4 personnes de l'UNICEF et 6 personnes du CICR (1) qui sont là théoriquement, non pas pour contrôler, mais pour négocier l'aide et pour essayer de la faire avancer de façon un peu plus pratique. Il n'est pas pensable que ces gens-là puissent contrôler l'aide qui est acheminée jusqu'au Cambodge.

D'autre part, il suffit de penser qu'il n'y a pas de dispositif matériel au Cambodge pour que les bateaux soient déchargés à un rythme qui conviendrait à la distribution, pour s'apercevoir qu'il y a de fortes chances que tout soit resté à Kompong Som, ou en tout cas une grande partie. Donc, indépendamment de tous les problèmes de détournement ou de coulage qu'il pourrait y avoir, il y a un problème matériel qui est qu'il n'y a pas de grue à Kompong Som. Matériellement, l'aide ne peut pas arriver jusqu'aux gens à qui elle est destinée, pour une raison matérielle, qui peut-être sous-tendue par des raisons politiques. Mais ça, c'est un autre problème sur lequel nous, on ne se prononce pas, en dehors du cadre que je vous ai dit tout à l'heure : c'est-à-dire qu'on n'est pas agréés par Hanoi.

► A la conférence humanitaire, à New York, plusieurs pays ont de-

De retour de la frontière khmère-thaïlandaise

TEMOIGNAGE DE «MEDECINS SANS FRONTIERES» SUR LA SITUATION AU CAMBODGE (2)

mandé l'ouverture de convois routiers, par les routes 5 et 6, à partir de l'ouest du pays. Qu'est-ce que vous pensez de cette proposition ?

« DE LOURDES RESPONSABILITES »

Je pense que c'est une très bonne proposition, qui a été faite par des sénateurs américains il y a 15 jours, qui a été reprise par la France. C'était LA proposition qu'il fallait faire pour être efficace : envoyer des camions, c'est envoyer en même temps une partie de la logistique qui est nécessaire pour l'acheminement. Ça a été refusé (2). Tout ce que je peux dire, c'est qu'on prend de lourdes responsabilités en refusant cette aide.

► Plusieurs fois, des dirigeants de Hanoi et de Phnom-Penh ont dit qu'on exagérait beaucoup la famine dans les zones sous contrôle vietnamien. Que pensez-vous de ces affirmations le docteur de MSF qui est allé à Phnom-Penh ?

Il y a des oscillations qui sont curieuses. Le docteur Lubrano disait, en revenant que les problèmes de famine, les problèmes de nutrition étaient très, très importants au Cambodge. On a toutes les raisons de le croire, c'est-à-dire qu'il

doit y avoir un gradient de famine qui devient de plus en plus important depuis Phnom-Penh jusqu'à la périphérie. C'est extrêmement vraisemblable d'après tous les témoignages qu'on a eus. Ça l'est d'autant plus qu'un certain nombre de membres du Comité d'aide médicale et sanitaire, organisme dépendant du Parti Communiste Français, avaient rapporté un témoignage de là-bas allant tout à fait dans le sens de besoins urgents. On avait parlé à l'époque de peste, de charbon, de famine gravissime, d'une situation qui était absolument catastrophique. Il est impensable que la situation se soit redressée au point où on le clame maintenant, au point que ces problèmes auraient été résolus, que la famine aurait été endiguée (3) etc... Ce n'est pas pensable.

► Selon vous, comment peut-on aider le mieux possible le peuple cambodgien ?

Actuellement, je ne sais pas. C'est la question qu'on se pose tous les jours et à laquelle on ne peut pas répondre. Le Cambodge est un pays totalement fermé, on ne voit pas du tout par quel bout on pourrait y entrer pour faire quelque chose. Il y a un paradoxe sur lequel il faut insister : il y a les

volontaires, il y a les gens, il y a l'argent, il y a les dons, donc tous les moyens sont réunis pour dépêcher une assistance massive et qui, probablement, serait extrêmement efficace au Cambodge. Et tout cela est bloqué. Alors, les conclusions...

« PERSONA NON GRATA »

► Et comment expliquez-vous cela ?

J'interviens au titre de Médecins Sans Frontières et on n'a pas, nous, de par notre charte, à expliquer ça. C'est évident qu'on a nos opinions, mais qui sont à titre individuel. A titre de Médecins Sans Frontières, notre explication, c'est que nous sommes «persona non grata» et qu'un certain nombre de gens sont «persona non grata» au Cambodge. On s'en tient là. Pour le reste, c'est de l'interprétation politique purement individuelle qui nous est interdite par notre charte.

► Lors de la conférence de presse à laquelle participaient le Secours populaire, le Comité français d'aide sanitaire et médicale et aussi, parmi d'autres, un représentant de MSF, un membre du «Comité français d'aide médicale et sanitaire» (4) a dit, en son nom personnel, que les autorités de Phnom-

Penh faisaient tout pour le bien-être du peuple cambodgien et qu'à son avis il fallait reconnaître le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Avez-vous quelque chose à dire là-dessus ?

Oui, j'ai quelque chose à dire à ce sujet. Ça ne m'étonne pas : c'est le but de leur aide, c'est tout à fait évident. C'était le but unique de leur aide. Tout le reste, ils s'en fichent. Nous, on pense que c'est leur unique but.

Propos recueillis par Claude LIRIA

(1) Comité international de la Croix Rouge.

(2) Dans une déclaration écrite, un représentant du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh a prétendu qu'il s'agissait d'une proposition qui était en fait un complot impérialiste visant à ravitailler les forces des Khmers rouges.

(3) Un représentant de Phnom-Penh a déclaré à Moscou qu'aucun Cambodgien ne mourait de faim au Cambodge et Pham Van Dong, dirigeant vietnamien, a déclaré que les Cambodgiens étaient... heureux.

(4) Créé à l'initiative du PCF.

UNE CAMPAGNE ANTIIRANIENNE A COUPS DE FAUSSES NOUVELLES

Lundi matin, le gouvernement américain refusait toujours d'accéder à la demande d'extradition du Shah adressée par les étudiants iraniens qui poursuivent l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, avec l'approbation des autorités iraniennes.

Samedi, quatre ambassadeurs ont été autorisés à rendre visite au personnel de l'ambassade, retenu

Ces derniers jours, rien n'est venu débloquer la crise qui oppose les Etats-Unis à l'Iran; au contraire, les violentes manifestations anti-iraniennes de ce week-end à Washington, dans le Massachusetts et en Californie, qui sont accompagnées d'une campagne de presse sur les mêmes thèmes, où ne sont pas absentes les préoccupations électorales, constituent un climat peu propice à la recherche d'une éventuelle solution négociée. Nourris des violentes critiques adressées par la presse américaine qui s'en prend à la «prudence» de Carter, les manifestants anti-iraniens sont descendus dans la rue aux cris de «nous voulons des otages» et de «bombardez l'Iran, sauvez les Etats-Unis». A Springfield, dans le Massachusetts, plusieurs étudiants iraniens ont été pris à partie par la foule qui leur lançait des pierres et criait des slogans xénophobes. Le standard de la Maison-Blanche a été saturé d'appels réclamant la libération des otages par la force. Ted Kennedy, candidat à la présidence, n'a pas manqué l'occasion de critiquer implicitement la politique de Carter, en dé-



Sur le mur de l'ambassade US à Téhéran, des manifestants iraniens brûlent le drapeau américain.

clarant : « Nous aurions pu prévoir un éventuel programme afin de protéger la vie des Américains lâchés ». Le président américain, après avoir suspendu la livraison de pièces détachées d'armement en Iran, envisagerait l'expulsion d'un certain nombre d'étudiants iraniens connus pour leurs activités politiques aux Etats-Unis; il écarterait toutefois dans l'immédiat une intervention militaire directe en Iran.

UNE CAMPAGNE ORCHESTREE A COUP DE FAUSSES NOUVELLES

La campagne anti-iranienne ne se développe pas seulement dans la presse américaine : « L'Iran coupe le pétrole aux USA », titrait jeudi *Le Figaro*, qui, une fois démentie cette fausse nouvelle diffusée la veille par la CIA, se voyait contraint dans l'édition suivante de titrer sur une éventuelle médiation de l'OLP. Autre fausse rumeur émise par *Le Monde* dans son édition de vendredi où ce journal insinuait que les otages auraient été maltraités : « On se demande, malgré les promesses répétées, pourquoi les représentants de la presse n'ont pas encore été autorisés à constater de visu le sort qui a été réservé aux détenus ». Le démenti apporté par les quatre ambassadeurs (ceux de France, de Suède, d'Algérie et de Syrie) sur la bonne santé des détenus suffit à répondre à ce genre « d'informations ». Autre bruit qu'a fait courir pendant un temps la presse occidentale : l'arrestation du chargé d'affaires américain Bruce Laing qui aurait, selon des sources officielles américaines, rencontré le nouveau responsable iranien des affaires étrangères Bani Sadr. Ce dernier reste cependant très ferme sur ses positions : « Rendez-nous l'ex-Shah, le plus grand criminel du siècle... vous avez autrefois pu mener à bien le procès de Nuremberg ».

LA BALLE DANS LE CAMP DES USA

Les responsables iraniens refusent de reculer, pour eux, la balle se trouve

actuellement dans le camp des Etats-Unis comme l'indiquait Bani Sadr : « Ayant déclenché la crise en accueillant le criminel l'ex-Shah sur leur territoire, l'initiative de mettre un terme à cette crise revient aux Etats-Unis ». Pour Bani Sadr, qui a désormais la charge de huit ministères au sein du Conseil de la Révolution, « les réformes intérieures demeureraient vulnérables aussi longtemps que l'on n'aurait pas affaibli et tenu en échec l'impérialisme américain sur le plan mondial. Nous avons donc décidé de mettre en œuvre une politique étrangère active, dirigée globalement contre l'hégémonie des deux superpuissances, mais tout particulièrement contre notre principal ennemi, celui avec lequel nous sommes en état de confrontation permanente ».

actuellement dans le camp des Etats-Unis comme l'indiquait Bani Sadr : « Ayant déclenché la crise en accueillant le criminel l'ex-Shah sur leur territoire, l'initiative de mettre un terme à cette crise revient aux Etats-Unis ». Pour Bani Sadr, qui a désormais la charge de huit ministères au sein du Conseil de la Révolution, « les réformes intérieures demeureraient vulnérables aussi longtemps que l'on n'aurait pas affaibli et tenu en échec l'impérialisme américain sur le plan mondial. Nous avons donc décidé de mettre en œuvre une politique étrangère active, dirigée globalement contre l'hégémonie des deux superpuissances, mais tout particulièrement contre notre principal ennemi, celui avec lequel nous sommes en état de confrontation permanente ».

Ainsi s'exprime la position officielle du gouvernement iranien, qui tout en déclarant ne pas avoir été à l'origine de l'occupation de l'ambassade, l'approuve. Des questions restent en suspens : dand quelle mesure les autorités contrôlent-elles cette action ? Quel gain espèrent-elles en retirer ? On l'a vu à plusieurs reprises, Khomeiny et son proche conseiller Bani Sadr ont lancé des appels à la modération pour éviter de nouvelles occupations d'ambassades et pour éviter des attaques contre des citoyens ou des biens américains; en même temps, ils appuient les revendications avancées par les étudiants : pas de libération des otages sans extradition du Shah. On peut se demander si la recherche d'un compromis est encore possible.

J.P. G.

ERYTHREE : MENGISTU VEUT REMETTRE EN SELLE LES ANCIENS EXPLOITEURS

Jusqu'ou ira l'URSS ?

Depuis un an surtout, les offensives de grande envergure contre l'Erythrée se sont succédées. Après l'été 1978, puis en novembre de la même année, il y a eu cette année les offensives de janvier, avril et juin-juillet.

De façon déterminante, cette guerre ne peut continuer aujourd'hui qu'avec l'appui massif - y compris en hommes - de l'URSS. Voici un an, presque jour pour jour, était signé le traité soviéto-éthiopien, liant militairement l'Ethiopie à l'URSS, pour une durée de vingt ans selon les clauses. Un traité du même type vient d'être signé, voici quelques jours entre l'URSS et le Yémen du Sud, où s'entraînent des bataillons éthiopiens qui vont ensuite faire la guerre en Erythrée. C'est tout un dispositif que l'URSS met ainsi en place pour tenter de s'assurer le contrôle de la mer Rouge, à commencer par son accès, au niveau du détroit de Bab-el-Mandeb.

Aujourd'hui, dans l'offensive qu'elle mène dans cette région, l'URSS se trouve à nouveau à la croisée des chemins. Moscou veut éviter de s'enliser dans une guerre dont il avait sous-estimé la difficulté, parce qu'il avait sous-estimé la résistance érythréenne elle-même. Renoncer à la guerre signifierait pour les Soviétiques prendre leurs distances à l'égard de Mengistu, car celui-ci ne conçoit pas d'autre « solution » que d'intensifier la guerre. Il considère qu'il s'est à ce point engagé dans cette voie que seule une victoire militaire pourrait permettre d'assurer son pouvoir; ne déclarait-il pas dès 1977 qu'il était prêt à sacrifier « au moins 100 000 Ethiopiens et des générations entières » pour reconquérir l'Erythrée. Des contradictions entre Mengistu et ses protecteurs d'aujourd'hui ne sont pas inévitables à l'avenir pour d'autres motifs aussi : si Mengistu ne peut guère se plaindre de l'aide soviétique en armements qui est considérable, il est par contre moins satisfait de l'aide soviétique sur le plan économique qu'il juge d'autant plus insuffisante que les engagements militaires en Erythrée, mais aussi dans la province éthiopienne du Tigray et en Ogaden - où la guerilla n'est nullement éteinte - grèvent le budget éthiopien de sommes colossales. D'où une tendance qui pourrait s'affirmer de la part du régime éthiopien à solliciter de l'Occident des aides diverses, notamment financières.

Après tout, avant d'être « l'homme » des Soviétiques, Mengistu entretenait d'excellentes relations avec l'impérialisme américain.

Mais renoncer à la guerre, pour les Soviétiques, signifierait surtout reconnaître le droit à l'indépendance de l'Erythrée. Or l'existence d'un Etat authentiquement indépendant, disposant de 1 000 kilomètres de côtes sur la mer Rouge, serait contradictoire avec leurs visées sur la région.

L'autre alternative, on la connaît : c'est l'engagement dans une guerre encore plus brutale, c'est répondre favorablement à Mengistu qui réclame encore plus d'armes. Certains observateurs font état du débarquement croissant de militaires soviétiques dans le port érythréen, occupé, de Massoua. Certaines sources font même état de recours envisagé à un arsenal militaire encore plus sophistiqué, comprenant même des armes bactériologiques.

Les dangers qui pèsent sur le peuple érythréen sont donc très grands. Mais l'URSS et ses alliés éthiopiens ne sont nullement assurés de marquer, avec un engagement accru, des points décisifs. D'autant que la menace d'isolement international peut se poser avec acuité. Même un pays comme le Mozambique, aujourd'hui « ami » de l'Ethiopie, et dont les dirigeants ont, dans la dernière période, par exemple au sommet des non-alignés de La Havane - défendu des thèses nettement pro-soviétiques, ne sont pas prêts à suivre Addis-Abeba dans sa « politique érythréenne » : c'est ainsi que le 19 juillet dernier, le très officiel *Noticias* de Maputo, exprimait dans un éditorial, son ferme soutien à la lutte du peuple érythréen. Autant de faits qui rendent plus périlleux encore l'engagement soviétique aussi bien que l'avenir du régime d'Addis-Abeba et qui témoignent des difficultés de l'URSS à s'assujettir le Tiers Monde.

Un document du FPLE

On savait comment le régime militaire éthiopien et son protecteur soviétique, recouraient à une phraséologie révolutionnaire pour « justifier » la tentative de génocide du peuple érythréen, dont la résistance et la volonté d'indépendance mineraient une « expérience socialiste » en Ethiopie.

On a une preuve supplémentaire de la véritable nature du DERG éthiopien avec la politique économique et sociale qu'il essaie d'imposer dans les quelques régions dont il a repris provisoirement le contrôle, il y a quelques mois. S'acharner à détruire les organisations démocratiques et les coopératives qui sont nées à l'initiative du mouvement de libération pour les remplacer par la domination restaurée de forces féodales, tribales, réactionnaires, s'appuyer là-dessus pour tenter de diviser le peuple érythréen, et lui faire admettre l'occupation étrangère, c'est aussi un aspect de la guerre menée aujourd'hui par la junte de Mengistu, avec l'appui massif et direct de l'URSS en Erythrée. C'est ce que révèle le dernier bulletin d'information du FPLE à destination de l'Europe.

Au moment de l'offensive générale de l'ennemi en juin 1978, la question paysanne avait été largement résolue dans toutes les zones libérées, contrôlées par le FPLE. En même temps qu'il libérait les régions rurales de l'occupation éthiopienne, le FPLE avait naturellement entrepris d'y réaliser son programme révolutionnaire. Comme dans d'autres expériences passées, la pratique du Front a été d'organiser ou de développer les organisations populaires clandestines formées dans les années précédant la libération, de politiser les masses en s'appuyant sur les paysans pauvres et sans terres. Il s'agissait aussi de mener la lutte pour une redistribution équitable des terres dans chaque village.

LA REMISE EN CAUSE DE LA REFORME AGRAIRE

Ce mouvement qui avait connu un grand essor depuis le début de 1976 commençait à remplir ses objectifs. Au milieu de l'année 1978, la redistribution des terres au profit des paysans pauvres et sans terres avait été effectuée sur une large échelle. Des assemblées populaires, où dominaient les masses jusqu'alors écrasées, s'étaient formées dans presque tous les villages libérés. Bref, la base économique et les privilèges politiques des féodaux et des paysans riches avaient été balayés et la vie à la campagne avait été largement démocratisée.

De plus, dans les districts et les villages où le niveau de conscience politique était relativement élevé et où le pouvoir politique des paysans pauvres était consolidé, le processus de formation de coopératives agricoles avait été engagé - même si c'était à petite échelle et au stade expérimental. Au moment de la retraite stratégique, dix-sept villages dans les zones libérées du Nord et du Sud avaient cultivé et récolté en commun une partie substantielle des terres de chaque village. La production totale pour la première récolte de ces coopératives en formation était de 2 057 quintaux de céréales. La coordination des associations paysannes, les assemblées populaires et le FPLE avaient déjà tracé des plans pour l'extension des coopératives, les débouchés de leur production, etc.

Après la retraite stratégique du FPLE, le DERG a commencé à publier des directives contre-révolutionnaires et à s'attaquer aux coopératives. D'abord, il a commencé à essayer de confisquer la propriété de certaines coopératives sous prétexte que c'était « la propriété des bandits » (1). Cette politique a été ensuite abandonnée à cause de l'opposition des paysans. Alors, le DERG a ordonné aux coopératives de geler la distribution ou la vente de leur production en attendant d'autres instructions du « gouvernement ».



Une assemblée de femmes dans les zones libérées en Erythrée; c'est une des structures démocratiques que Mengistu tente de liquider dans les secteurs qu'il occupe

Ils n'ont pas pu faire appliquer cette décision sauf dans quelques villages. En effet, la plupart des coopératives, en prévision des mesures réactionnaires du DERG, avaient récolté et distribué à l'avance parmi leurs membres leur production.

Cependant, le DERG a réussi à créer de sérieux obstacles à la marche des coopératives, puisque même dans le cas que nous avons cité, la distribution se faisait dans de mauvaises conditions. De plus il empêchait que se réalisent les projets envisagés pour la continuation et l'extension des coopératives.

De plus, il a par la suite ouvertement ordonné la dissolution des coopératives sous prétexte qu'elles n'étaient « pas réalisables » en l'absence d'une mécanisation de l'agriculture et d'engrais. En fin de compte, il a pu les supprimer effectivement de manière systématique dans les régions qu'il contrôlait, en procédant à la dissolution des assemblées populaires et en formant sous son contrôle des « kebeles » (2), (administrations de districts) dominés par les féodaux et les réactionnaires.

Dans la mise en œuvre de ces mesures contre-révolutionnaires, les féodaux de ces régions et certains paysans riches n'ont cessé de collaborer avec les forces d'occupation, lui donnant de précieux renseignements sur la situation des coopérati-

ves, sabotant le fonctionnement et la discipline des équipes de production, menaçant les assemblées populaires avant leur dissolution.

LA DISSOLUTION DES ASSEMBLÉES POPULAIRES

Les assemblées populaires, organes démocratiques du pouvoir populaire qui défendaient et mettaient en œuvre les changements révolutionnaires avaient été formés à partir des membres des organisations de masse. Au moment de la retraite stratégique, il y avait en tout 44 assemblées populaires : 2 au Sahel, 6 à Keren, 14 dans la région Nord, 7 dans les régions rurales de l'Est, 4 dans les villes de l'Est, 3 dans les villes du Sud et 8 dans les régions rurales du Sud.

Après la réoccupation, le DERG a commencé à les dissoudre dans les régions qu'il contrôlait, les remplaçant par les « kebeles », bien qu'il ait commencé par promettre qu'il n'y toucherait pas, dans l'espoir d'obtenir la neutralité des masses. La procédure de formation des « kebeles » a pu varier suivant les endroits, mais en fait elle visait toujours à mettre en place leurs agents, quelles que soient les tactiques employées.

Invariablement, les « kebeles » ont été dominés par des féodaux notoires, ceux précisément dont les inté-

rêts et les privilèges avaient été touchés durant la période de la libération.

Dans certains villages réoccupés, le DERG a d'abord mis sur pied ce qu'il appelle « comité de coordination » incluant des réactionnaires, des anciens chefs de village et même des collaborateurs notoires du régime de Haïlé Sélassié. Ensuite, cet organisme devait élire en son sein les douze membres du « kebele » du village.

Dans d'autres régions, il a réuni une assemblée des représentants de clans du village ou de la zone, faisant revivre les conceptions arriérées et les divisions longtemps combattues pendant des années de lutte révolutionnaire. C'est sur cette base qu'il a formé les « kebeles ». Dans d'autres cas, surtout dans les villes, le DERG a formé lui-même arbitrairement des zones administratives et a désigné les membres des « kebeles ».

Dans les régions occupées, le DERG a donc remis en place les anciennes classes dirigeantes. Comme nous l'avons expliqué, ces éléments font campagne pour regagner leur privilèges économiques, allant jusqu'à demander qu'on leur rende les terres confisquées et des dommages-intérêts pour leurs pertes comme ils l'ont fait à Afabet.

NOTES

(1) Le terme de « bandits » est le terme officiellement utilisé par le DERG, y compris dans les discours de Mengistu, pour désigner les patriotes érythréens.

(2) Kebele : organisations de masses apparues en Ethiopie, à partir de 1974, dans le cadre du mouvement qui renversa Haïlé Sélassié. Ces organisations ont été progressivement vidées de tout contenu progressiste par le DERG qui en a fait des organisations d'encadrement fasciste des masses, exerçant une répression impitoyable, par exemple dans les quartiers de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, où les opposants, les étudiants révolutionnaires, les marxistes-léninistes ont été torturés, exécutés.

Dans notre prochaine édition :

Le Quotidien du Peuple révèle DEUX TEMOIGNAGES D'UKRAINIENNES SUR LA REPRESSION CONTRE LES NATIONALITES EN URSS

SONACOTRA : EXPULSIONS EN SERIE

A Hayange (Moselle) : un juge dessaisi après avoir prononcé en faveur des résidents

Alors que diverses lois racistes légalisant l'expulsion du territoire de dizaines de milliers d'immigrés sont actuellement en discussion devant le Sénat, alors que des dizaines de milliers de dossiers d'expulsion sont en préparation au ministère de l'Intérieur, on assiste depuis quelques jours à une nette accélération des

Le 10 août de cette année, on s'en souvient, le président du tribunal de grande instance de Thionville avait décidé l'expulsion des résidents du foyer Sonacotra de la localité de Marspich (Moselle), en grève des loyers. Ce jugement a été exécuté mardi : les 59 résidents se sont retrouvés à la rue, expulsés par les flics. Une partie des expulsés a aussitôt contacté le juge du tribunal d'Hayange, toujours en Moselle, pour lui demander «un référé d'heure à heure». Il s'agit d'une procédure d'appel particulière.

Le juge, Jacques Bidalou, d'une part ne perdait pas de temps, d'autre part décidait de faire les choses sérieusement, en enquêtant, choses qui valent la peine d'être soulignées. Il décidait donc de se rendre sur les lieux du foyer afin de prendre «une connaissance personnelle des faits litigieux, procéder aux constatations évaluations et appréciations». A l'issue

de sa visite, il donnait raison aux grévistes, ordonnant à la direction de la Sonacotra de remettre les lieux visités en état, pour que les résidents expulsés puissent immédiatement se reloger. Le juge condamnait en outre la direction de la Sonacotra à payer une astreinte de 50 F par heure et par résident expulsé, jusqu'à ce qu'elle réintègre les résidents.

Dans ses attendus, il précise : «attendu qu'il convient de prévenir le dommage résultant de la situation de personnes privées de logement alors que les conditions atmosphériques actuelles dans la région sont défavorables et que la justice n'a pas fini d'accomplir son cours, de remettre provisoirement les choses en l'état et de permettre aux résidents concernés de se reloger dans le foyer dont ils ont été expulsés ce matin». Les résidents obtenaient donc par leur détermination un premier recul.

expulsions dans les foyers Sonacotra en lutte. Et quand, pour une fois, un juge s'y oppose, même temporairement, le pouvoir, qui veut aller vite en besogne, n'hésite pas à le dessaisir du dossier ! C'est ce qui vient d'arriver à l'un d'eux, à Hayange, en Moselle !

UN JUGE TROP COMPLAISANT AUX YEUX DE LA SONACOTRA

Pour la direction de la Sonacotra, un tel jugement est inimaginable : elle fait alors appel de cette décision, appel entendu puisque la cour du même nom, siégeant à Metz, va casser le jugement ordonnant le relogement. Elle ordonne donc l'expulsion et qui plus est, dessaisit le juge Bidalou du dossier. Le pouvoir ne va pas perdre de temps et dès jeudi il envoyait ses flics au foyer réexpulser les résidents. Le juge Bidalou qui se trouvait avec les résidents va alors apprendre par la bouche d'un commissaire de police, qu'il est dessaisi de l'affaire, la Cour d'appel aux ordres du pouvoir, n'ayant pas pris le temps de l'avertir, vu son empressement à faire exécuter le jugement !

Le juge Bidalou, vendredi matin, siégeait néanmoins à son tribunal pour juger une «nouvelle» affaire

dont il n'avait pas été encore dessaisi : la seconde expulsion des résidents ; il n'hésitait pas à ordonner à nouveau la réintégration provisoire des résidents jusqu'au 16 novembre, date à laquelle la prochaine audience a été fixée.

L'acharnement du pouvoir contre les résidents du foyer d'Hayange, intervient alors que de nombreuses expulsions ont actuellement lieu un peu partout dans les foyers Sonacotra : le tribunal correctionnel de Colmar vient ainsi de prononcer l'expulsion de 43 ouvriers du foyer d'Ingersheim (Haut-Rhin) les condamnant de plus à verser 3 000 F «à titre de provision». D'autre part, 17 résidents du foyer Sonacotra de Champigny-sur-Marne ont été expulsés vendredi matin, et gardés le jour même dans les locaux des commissariats de Champigny et Chennevières.

Richard FEUILLET

NOUVELLES D'ANGERS

● Liquidation de l'usine Sirugue-Proseille (machines-outils) : les ouvriers occupent depuis vendredi

C'est vendredi que le PDG de l'usine Wallis, déposait le bilan. Il déclarait «avoir tout essayé pour empêcher la liquidation de l'entreprise». Il accuse en particulier les banques de l'avoir fait couler, car, d'après lui, «elles n'ont pas assuré la couverture d'une opération importante de vente de machines avec l'Algérie, qui était vitale pour l'usine quant au chiffre d'affaires». D'ailleurs, depuis plusieurs années, l'entreprise connaissait des difficultés. Après quatre années de crise grave, la situation est déjà précaire au début de 1978. Fin 1978, l'entreprise connaît son premier déficit : deux millions et demi ; et au début 1979, le carnet de commande est squelettique. Et bien sûr, les travailleurs de l'entreprise font les frais de la situation, puisque la société n'est même pas en mesure d'assurer la paie d'octobre des 177 salariés, qui se montent à 600 000 F. Face à cette situation, le personnel a donc réagi immédiatement en occupant les locaux de l'usine.

● Grève pour les salaires à Mécano-Plastique

A l'appel de la section syndicale CFDT de l'entreprise, les ouvriers de Mécano-Plastique sont en grève.

Ils expliquent leurs revendications : «Nous demandons l'augmentation des salaires, la refonte de la grille des coefficients, un treizième mois total, le paiement des trois ponts (Toussaint, Noël, Nouvel-An), dans le cadre de la réduction du temps de travail. Nous nous sommes heurtés jusqu'ici au refus des patrons de négocier, malgré des débrayages successifs depuis le 29 octobre. C'est pour cela que nous avons décidé de nous mettre en grève totale le mardi matin 6 novembre». Depuis jeudi, l'ensemble du personnel (160 personnes) s'est joint au mouvement pour obtenir de véritables négociations sur les revendications posées.

● 24 heures de grève au laboratoire régional de l'équipement

A l'appel des syndicats CGT, CFDT, CGC, le personnel a fait un jour de grève contre le démantèlement du service (abandon des travaux d'état), et pour s'opposer aux licenciements déguisés sous forme de mutations autoritaires. En effet, 250 postes seraient supprimés sur un effectif national actuel de 4 500 personnes.

En bref...En bref...En bref...En bref...

● Un mort à la centrale de Bugey

Samedi matin, un travailleur est mort asphyxié et un autre a été sérieusement intoxiqué en travaillant sur une tranche en construction de la centrale nucléaire de Bugey, dans l'Ain. Les deux hommes, qui travaillaient à l'intérieur d'un générateur de vapeur, ont été intoxiqués par des émanations d'azote. La direction affirme que l'accident «n'a aucun rapport avec la radio-activité». Les syndicats protestent contre l'insécurité, faisant remarquer qu'il est inconcevable qu'on ait envoyé des gens travailler dans un générateur où régnait une forte teneur en azote. Une grève de quatre heures devait être observée ce lundi à l'appel des syndicats.

● La grève des employés des transports en commun de Lyon devait se poursuivre au moins jusqu'à ce mardi soir pour des augmentations de salaires et la semaine de 35 h.

● Les grévistes de l'ANPE d'Angoulême organisaient ce lundi une marche de protestation contre le licenciement d'une vacataire. Les grévistes avaient été évacués par la police des locaux de l'ANPE qu'ils occupaient.

● A l'appel de la CGT et de la CFDT, le personnel d'entretien d'Air-Inter a fait grève pendant le week-end pour réclamer des discussions sur les salaires et les conditions de travail.

● La compagnie britannique British Steel va licencier 7 600 personnes l'année prochaine. Il y a une semaine, le groupe Massey-Ferguson annonçait le licenciement de 1 500 personnes en Ecosse.

● Vague de répression dans les pays de l'Est

Selon certaines sources, une quinzaine d'ouvriers qui protestaient contre des hausses de prix auraient été arrêtés en Allemagne de l'Est à la fin du mois d'octobre. Les hausses de prix avaient été camouflées par le retrait du marché de certains produits d'usage courant, remis sur le marché avec un nouveau conditionnement.

A Prague, Julius Tomin, l'un des signataires de la Charte 77, a été convoqué par un psychiatre de Prague pour subir un examen médical.

A Moscou, une femme de 69 ans a été arrêtée et internée dans un hôpital psychiatrique. Elle avait déployé une banderole sur la place Rouge pour demander à pouvoir rejoindre son fils, réfugié en Suède depuis 1974.

En Pologne, plusieurs dizaines d'opposants ont été arrêtés préventivement samedi dernier. Ces arrestations étaient liées à l'anniversaire du 11 novembre 1918, date de l'indépendance polonaise.

● Un militaire du contingent a été tué et deux autres blessés dans un accident survenu vendredi au cours de manœuvres, près de Reims. Leur jeep s'est retournée dans un virage.

● L'armée zairoise aurait massacré au mois de juillet dernier, plus de 200 adolescents d'une colonie de vacances à proximité d'une mine

de diamants. Les soldats auraient agi ainsi pour continuer sans témoin à arrondir leurs fins de mois en trafiquant des diamants.

● A la suite du déraillement d'un train contenant des quantités importantes d'un produit chimique très toxique, 240 000 personnes ont dû être évacuées près de Toronto.

● Peugeot - Talbot : 3 000 licenciements en préparation à Poissy!

La direction du groupe Peugeot-Talbot projeterait de supprimer 3 000 postes dans ses usines de Poissy, et ce dans les mois qui viennent. Deux responsables CGT représentant les syndicats CGT de l'importante entreprise ont fait ces révélations lors d'une conférence de presse. Ces licenciements se feraient de manière indirecte : départs «volontaires», licenciements disciplinaires, non-renouvellement des contrats. Signalons par ailleurs que, parallèlement à ce projet, les travailleurs des usines de Poissy ont subi ces derniers temps une période de chômage technique de dix jours. Une nouvelle période de chômage technique est à nouveau à prévoir à la fin de l'année, tandis que dans les autres usines du groupe, on constate aussi l'existence de jours chômés, dans une moyenne de trois à quinze jours selon les usines. Il s'agit là des premières conséquences des restructurations en cours et à venir dans l'industrie automobile, conséquences dont les travailleurs n'accepteront sans doute pas de faire très longtemps les frais !